

**Intervention de Sophie BORDERIE,
présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne**

Décision modificative n°1 du budget

Vendredi 21 juin 2024

Mesdames, Messieurs, chers internautes,

Mesdames, messieurs les conseillers départementaux,

Mes chers collègues,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour étudier les dossiers de la première décision budgétaire modificative de l'année. Ces rapports concernent directement la vie de tous les Lot-et-Garonnais.

Cette décision modificative est en règle générale un moment important de la collectivité que je préside, car il implique des décisions à prendre ensemble, des décisions à assumer ensemble auprès des Lot-et-Garonnais.

C'est aujourd'hui 21 juin 2024 un moment à la fois important, et particulier dans le contexte politique national après les élections européennes.

J'appartiens à une génération politique pour laquelle la guerre et les idéologies extrêmes avaient disparu de l'horizon. Quand nous étions étudiants, nous pensions que la démocratie allait s'imposer dans le monde, dans toutes les nations, et briser les totalitarismes.

Nous pensions que les leçons de l'Histoire et ses horreurs avaient été retenues. Avec le retour de la guerre aux portes de l'Europe et les résultats des élections européennes, force est de constater qu'il n'en est rien.

Notre responsabilité à tous, aujourd'hui, n'en est que plus grande.

Nous qui voulions refaire le monde, nous devons empêcher, demain, qu'il ne s'écroule sous la botte de l'extrême-droite en France et en Europe.

Nous avons conscience que nous vivons une période qui s'inscrit déjà dans l'histoire de la V^e République. Le dimanche 9 juin, l'extrême-droite en France a obtenu un score, hélas, historique. L'ensemble des communes de Lot-et-Garonne ont placé le Rassemblement national en tête. En France, 93% de ces communes ont voté pour ce même mouvement politique.

Le ver était dans le fruit. Les racines de ce vote sont profondes et, depuis 2002, rien n'a freiné l'ascension de l'entreprise de la famille « Le Pen » qui, aujourd'hui, se retrouve aux portes de Matignon.

Mais il n'est pas question ici, dans cet hémicycle, de se lancer dans un débat de politologues sur les causes de la montée de ce populisme qui ne propose aucune solution concrète.

Les faits sont là : de sinistre mémoire dans ce pays, l'extrême-droite est en passe de détenir une part de pouvoir législatif en France. Et chacun de nous, avec ses convictions propres, a le pouvoir d'apporter sa pierre au barrage pour endiguer ce populisme rampant.

Dans ce moment de tempête, j'ose espérer qu'ici, dans cet hémicycle républicain où nous débattons en démocrates avec nos sensibilités, personne ne va aller à l'encontre de cette ligne de conduite contre l'extrême-droite et ses alliés de mauvaise fortune ici en Lot-et-Garonne. J'en appelle au devoir de chacun, j'en appelle au sens politique de tous.

Je ne crois plus au bon sens du Président de la République, tristement seul aujourd'hui. Le bateau a été sabordé par son propre capitaine.

Emmanuel Macron n'a consulté personne, a pris la décision de la dissolution seul, ce qui rend son choix encore plus pathétique et dramatique pour le pays.

Beaucoup d'expressions ont été utilisées depuis le dimanche 9 juin au soir pour décrire son comportement : « coup de dé » « Kamikaze » « irresponsable » « pompier pyromane » mais je crois personnellement que ses agissements sont nés d'une volonté de mettre en place une stratégie du chaos dont il était sûr de sortir vainqueur.

La démocratie n'est pas un jouet. On ne joue pas avec le corps électoral français.

Dans ce moment de tempête encore, il est intéressant d'essayer de comprendre ce qui vient de se passer, mais il convient surtout à notre échelle départementale de s'attarder sur ce qui peut être fait ici en Lot-et-Garonne, pour prendre le contre-pied de décisions absurdes prises en parfaite méconnaissance des forces et des faiblesses de nos territoires ruraux, loin des métropoles.

Fermeture des agences postales, fermeture des trésoreries, absence d'enseignants dans les écoles et les collèges, un service public de la santé malade, une justice qui réclame plus de magistrats, un rétropédalage et une absence de réponse de l'Etat, un sentiment d'insécurité en ville comme dans les communes rurales...

Voilà la réalité de l'abandon des territoires ruraux par l'Etat.

La liste des griefs est longue, elle s'est traduite dans l'isolement par la tentation du pire alors que les politiques menées par le Conseil départemental visent à plus de solidarité, plus de soutien aux familles et aux précaires, plus de proximité.

Mes chers collègues,

J'ai souvent eu l'occasion de dire que le Conseil départemental était la collectivité du « dernier mètre ». C'est une réalité. J'affirme que nous sommes bel et bien aujourd'hui le « dernier rempart ».

Oui, il y a une France « des invisibles » qui ne se reconnaît pas dans les décisions venues de Paris. Il suffit de se rendre dans les centres médico-sociaux ou de discuter avec les jeunes que nous accompagnons, par exemple, pour comprendre que nous sommes, aux yeux de beaucoup de Lot-et-Garonnais, le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

C'est pourquoi nous avons fait le pari de la proximité. Cette proximité, qu'elle soit géographique ou sociale, constitue bien souvent le « dernier rempart » face au sentiment d'abandon et de colère qui émane de nos territoires.

Alors, oui, nous avons fait des choix, avec des incidences directes pour le quotidien des Lot-et-Garonnais :

- Afin de les protéger en étant plus que jamais présent sur le territoire, avec la présence maintenue de 8 centres médico-sociaux et toutes leurs missions, de 14 centres routiers, de 44 centres d'incendie et de secours et notre soutien en faveur de la modernisation des gendarmeries.
- Pour préserver le pouvoir d'achat des familles, en abaissant notamment le prix du repas au collège à 2 euros (soit une économie de plus de 120 € par an et par enfant pour les familles), en poursuivant le programme « Du 47 dans nos assiettes » et en créant le Chèque asso.
- Pour favoriser l'épanouissement des jeunes lot-et-garonnais et former les citoyens de demain en investissant pour la jeunesse avec le soutien aux missions de service civique, la Boussole des jeunes, l'accompagnement des MFR, le Pass' bonne conduite et la convention éducative, unanimement saluée par la communauté éducative. C'est aussi soutenir l'enseignement supérieur pour offrir aux Lot-et-Garonnais la chance d'étudier près de chez eux.
- Pour répondre au défi du vieillissement en soutenant les services d'aide à domicile, les EHPAD et en développant l'habitat partagé pour les personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.
- En garantissant les solidarités territoriales pour mieux accompagner les communes, grâce au FACIL et à Lot-et-Garonne ingénierie.
- En demeurant le 1^{er} investisseur public du territoire, grâce au déploiement de la fibre optique, au Plan routes et déplacements du quotidien, au plan Collèges et à son volet gymnases, au plan e-collège et à nos efforts pour la navigabilité du Lot.
- Enfin, en développant une stratégie d'attractivité ambitieuse en accord avec les défis climatiques et environnementaux en aidant notre agriculture à s'adapter et en protégeant notre environnement.

Vous le voyez, nous sommes aux côtés des Lot-et-Garonnais, partout, tout le temps.

Et j'irai même plus loin : nous résistons. Bien souvent, nous intervenons comme un bouclier face au désengagement de l'Etat, sur ses propres compétences régaliennes, comme cela est le cas en matière de démographie médicale.

Car, au-delà des compétences attribuées, il y a la réalité. Et cette réalité, c'est que le Département reste l'échelon de référence pour l'animation d'une dynamique territoriale.

Les rapports présentés aujourd'hui lors notre décision modificative en sont la preuve et je laisserai le soin à Christian Dézalos d'en détailler les mesures.

Une nouvelle fois, il faudra faire plus avec moins, telle est l'équation à laquelle nous sommes cruellement confrontés. Et c'est encore plus vrai aujourd'hui.

A l'heure où je vous parle, la baisse des droits de mutation se poursuit, avec une diminution des recettes perçues de 28,6 % par rapport à la période janvier/mai 2023.

Ces difficultés sont partagées par l'ensemble des Départements, comme l'ont rappelé les représentants de Départements de France lors du Haut Conseil des Finances Publiques Locales tenu à Bercy le 9 avril dernier.

En parallèle, les dépenses sociales continuent de croître, avec une large part imputable aux décisions de l'Etat, non concertées et non compensées.

Nous aurons l'occasion de rentrer précisément dans les chiffres lors de l'examen du rapport dédié, qui atteste de cet effet ciseau.

Nous ne savons pas forcément de quoi demain sera fait. C'est pourquoi nous mobilisons les moyens pour des dépenses nécessaires aujourd'hui et utiles demain, en veillant à ce que chaque euro dépensé le soit à bon escient et au bon moment.

Nous devons en effet participer aux grandes transitions et vous connaissez l'engagement du Conseil départemental en faveur de la biodiversité.

Afin de maintenir cette ambition et de répondre aux défis climatiques et environnementaux, nous avons décidé d'agir sur l'un de nos derniers leviers fiscaux, la taxe d'aménagement, à l'instar de la très grande majorité des Départements.

Cela fait l'objet d'un rapport remis sur table. Nous étions en effet en-deçà du taux maximum applicable pour les Départements, qui est, je le rappelle, deux fois moindre que celui des communes. Cette somme supplémentaire sera en très grande partie mobilisée pour poursuivre le développement des Espaces Naturels Sensibles et celui des mobilités douces par la création de voies vertes. A l'heure d'imaginer le Lot-et-Garonne de demain, c'est une exigence.

Sur tous ces thèmes, nous continuerons d'avancer. D'ailleurs, Philippe Giannoni avance lui aussi dans son Tour de France, il est en train de le terminer et il doit accueillir demain samedi la Ronde de l'USEP ici au Département.

Pour conclure, j'aimerais remercier ici tous les agents de notre collectivité, qui sont les véritables chevilles ouvrières du Département. La proximité dont je parlais, ce sont eux !

Je les sais mobilisés au quotidien et aussi fortement impliqués dans les différents événements qui vont rythmer notre été : dès ce week-end, avec le retour de la Caravane du Sport dans la cour du Conseil départemental et dans quelques jours, Garorock et son village de l'emploi, le Festival international de journalisme et le Tour de France.

Pour finir sur une note, musicale cette fois, certains de ces agents ont choisi de consacrer une partie de leur temps personnel pour proposer dans quelques heures une fête de la musique inédite au Conseil départemental.

Je veux les remercier de cet engagement au jour le jour, et j'irais, comme vous j'imagine, les saluer dans la soirée.